



**PRÉFET  
DE LA ZONE  
DE DÉFENSE  
ET DE SÉCURITÉ  
OUEST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



## **MARCHÉ FOURNITURES ET SERVICES**

### ***Appel d'offres ouvert***

(articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2  
et R.2161-1 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

## **MARCHE DE PROPRETÉ POUR LES LOCAUX DE L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE (ENP) de SAINT-MALO (35)**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

Le présent CCAP comporte 32 pages dont celle-ci.

# SOMMAIRE

---

<b>Article I - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>5</b>
I.1 - Objet du marché et lieux d'exécution.....	5
I.2 - Nomenclature.....	5
I.3 - Pouvoir adjudicateur et organisme passant le marché.....	5
I.4 - Comptable assignataire et imputations budgétaires.....	5
<b>Article II - DURÉE DU MARCHÉ</b>	<b>5</b>
<b>Article III - PIÈCES CONTRACTUELLES</b>	<b>5</b>
III.1 - Type de procédure.....	5
III.2 - Allotissement .....	6
III.3 - Variantes.....	6
III.4 - Pièces constitutives du marché.....	6
<b>Article IV - CONFIDENTIALITÉ – INTERVENTION SUR SITE SÉCURISÉ</b>	<b>6</b>
IV.1 - Obligation de confidentialité.....	6
IV.2 - Intervention sur site sécurisé.....	7
IV.3 - Obligations de l'administration .....	8
<b>Article V - DURÉE DU MARCHÉ ET MONTANT MAXIMUM</b>	<b>8</b>
<b>Article VI - REMISE DES DOCUMENTS – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>8</b>
VI.1 - Délais de remise des documents par le titulaire.....	8
VI.1.1 - Documents à remettre lors de la notification.....	8
VI.1.2 - Documents à remettre périodiquement.....	8
VI.1.3 - Documents à remettre tous les 6 mois.....	8
VI.2 - Émission des bons de commande.....	8
VI.2.1 - Prestations régulières.....	9
VI.2.2 - Prestations à bons de commande.....	9
VI.3 - Contenu des bons de commandes.....	9
<b>Article VII - CONDITIONS D'EXÉCUTION</b>	<b>9</b>
VII.1 - Délais de remise des documents par le titulaire du lot.....	9
VII.2 - Exécution des prestations.....	10
<b>Article VIII - PRESTATIONS ATTENDUES</b>	<b>10</b>
VIII.1 - La propreté.....	10
VIII.2 - Descriptif des locaux.....	11
VIII.3 - Conditions pratiques de réalisation des prestations.....	11
VIII.4 - Comportement du personnel.....	12
VIII.5 - Vêtements de travail.....	12
VIII.6 - Droits et obligations du personnel.....	12
VIII.7 - Discipline.....	12

VIII.8 - Évacuation des déchets .....	12
<b>Article IX - REPORTING CONTRACTUEL</b>	<b>13</b>
IX.1 - Vérifications qualitatives et quantitatives.....	13
IX.1.1 - <i>Suivi quotidien</i> .....	13
IX.1.2 - <i>Contrôles</i> .....	13
IX.1.3 - <i>Compte rendu mensuel</i> .....	13
IX.1.4 - <i>Moyens mis en œuvre</i> .....	14
IX.2 - Réunion annuelle de suivi.....	14
IX.2.1 - <i>Rapport annuel</i> .....	14
IX.2.2 - <i>Réunion de présentation</i> .....	14
<b>Article X - PRIX ET RÉVISION DE PRIX</b>	<b>14</b>
X.1 - Forme des prix.....	14
X.2 - Clauses de sauvegarde.....	15
<b>Article XI - MODALITÉS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT</b>	<b>16</b>
XI.1 - Modalités de paiement du titulaire.....	16
XI.2 - Envoi dématérialisé.....	16
XI.3 - Délais de paiement.....	16
XI.4 - Paiement des sous-traitants.....	17
XI.5 - Nantissement.....	17
<b>Article XII - AVANCE</b>	<b>17</b>
<b>Article XIII - REPRISE DU PERSONNEL</b>	<b>18</b>
XIII.1 - Documents relatifs à la reprise du personnel.....	18
XIII.2 - Convention collective applicable.....	18
<b>Article XIV - DÉVELOPPEMENT DURABLE</b>	<b>18</b>
XIV.1 - Clauses environnementales.....	18
XIV.2 - Clauses d'insertion.....	19
XIV.3 - Protection des données (RGPD).....	22
<b>Article XV - PÉNALITÉS &amp; RÉFACTION</b>	<b>22</b>
XV.1 - Les pénalités : principes.....	22
XV.2 - La mise en œuvre.....	23
XV.3 - Cas de cumul.....	23
XV.4 - Cas de force majeure.....	23
XV.5 - Liste des pénalités (hors travail dissimulé).....	23
XV.6 - Pénalité pour travail dissimulé.....	25
XV.7 - Mise en demeure & réfaction.....	26
<b>Article XVI - CLAUSES DE RÉEXAMEN</b>	<b>26</b>
XVI.1 - Modifications de certaines prestations.....	26
XVI.2 - Modification du montant maximum des prestations à bons de commande.....	27

XVI.3 - Pandémies, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre.....	27
<i>XVI.3.1 - Prolongation de la durée du contrat.....</i>	<i>27</i>
<i>XVI.3.2 - Surcoûts éventuels.....</i>	<i>27</i>
XVI.4 - Transfert du marché à un autre titulaire.....	27
<b>Article XVII - ASSURANCES</b>	<b>28</b>
<b>Article XVIII - VOIES DE RECOURS</b>	<b>28</b>
<b>Article XIX - RÉSILIATION</b>	<b>29</b>
<b>Article XX - INTERDICTION D'ATTRIBUTION À UN OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE « RUSSE »</b>	<b>29</b>
<b>Article XXI - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX</b>	<b>30</b>

\*\*\*

## **Article I - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

---

### **I.1 - Objet du marché et lieux d'exécution**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exécution de prestations de propreté (nettoyage de locaux) pour :

#### **Académie de police de Saint Malo**

anciennement nommée École Nationale de Police (ENP) de Saint-Malo

**1 Boulevard Théodore Botrel**

**BP 1003**

**35401 Saint-Malo Cedex**

Les documents du dossier de consultation mentionnent indifféremment l'académie et/ou l'ENP qui sont une seule et même entité.

### **I.2 - Nomenclature**

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) est pour l'objet principal : 90911000-6 – « Services de nettoyage de logements, de bâtiments et de vitres ».

### **I.3 - Pouvoir adjudicateur et organisme passant le marché**

Dans le cadre de ce marché, l'acheteur en tant que pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du Code de la commande publique est le préfet de zone de défense et de sécurité ouest.

L'organisme chargé de passer ce marché est le bureau zonal des achats et des marchés publics du Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI) Ouest.

### **I.4 - Comptable assignataire et imputations budgétaires**

Le comptable assignataire est :

Direction Régionale des Finances Publiques

Cité Administrative - Avenue janvier

BP 72102

35021 Rennes cedex9

Les imputations budgétaires sont :

- ENP : 176

## **Article II - DURÉE DU MARCHÉ**

---

La date du début de prestations est fixée au 1<sup>er</sup> février 2026.

Le marché est signé pour une durée ferme de 1 an.

Trois reconductions tacites d'une durée d'un an pourront être demandées par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse refuser.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision au(x) titulaire-s via la plateforme des achats de l'état (PLACE), 3 mois avant la date anniversaire de la notification du lot concerné.

## **Article III - PIÈCES CONTRACTUELLES**

---

### **III.1 - Type de procédure**

Le présent marché est passé selon la procédure formalisée, sous la forme d'un appel d'offre ouvert. Il s'agit d'un accord cadre mono-attributaire exécutable pour partie à prix global et forfaitaire et pour partie à prix unitaires (bons de commandes).

La partie exécutable à bons de commande est sans montant minimum et avec un montant maximum par période en application des articles L.2124-1 et L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 et R.2161-1 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Les maximums par période sont précisés à l'Article V - DURÉE DU MARCHÉ ET MONTANT MAXIMUM du présent CCAP.

Le découpage des prestations à prix forfaitaires et à prix unitaires est précisé à l'article VI.2 - Émission des bons de commande et Article VIII - PRESTATIONS ATTENDUES du présent CCAP.

### **III.2 - Allotissement**

Le marché n'est pas alloti.

### **III.3 - Variantes**

Les variantes, au sens des articles R.2151-8 à R.2151-11 du Code de la commande publique, ne sont pas autorisées.

### **III.4 - Pièces constitutives du marché**

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures et services (CCAG-FCS - Arrêté du 30 mars 2021), les pièces constitutives des marchés sont, par ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications contractuelles éventuelles,
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles,
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications contractuelles, postérieurs à la notification du marché,
- le mémoire technique et le cadre de réponse, remis par le titulaire lors du dépôt de son offre ;

Les documents additifs ainsi que les questions et réponses communiqués pendant la mise en concurrence, objet de la consultation. Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant son activité.

**NOTA :** Les pièces générales sont réputées connues du titulaire du marché et les parties leur reconnaissent expressément le caractère contractuel.

## **Article IV - CONFIDENTIALITÉ – INTERVENTION SUR SITE SÉCURISÉ**

---

#### **IV.1 - Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5.1 du CCAG-FCS, le personnel du titulaire est tenu de ne pas divulguer sous quelque forme que ce soit ou à qui que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues par le marché.

Les données détenues par l'Administration et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution de son marché présentent un caractère confidentiel. Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par l'Administration.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux programmes détenus par l'Administration, de quelque nature qu'ils soient, dont le candidat a à faire usage pour l'exécution de la prestation ou dont il a connaissance à l'occasion de cette exécution.

Le titulaire s'interdit toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise, même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'Administration.

Ces obligations de confidentialité s'imposent également aux co-traitants et aux sous-traitants du titulaire.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'Administration sans faire obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

#### **IV.2 - Intervention sur site sécurisé**

Compte tenu du caractère spécifique de l'école, le personnel devra recevoir l'agrément préalable de l'administration. ***L'ensemble des locaux et des installations de l'ENP sont désignés comme « zone protégée » dont l'accès est interdit aux personnes non autorisées.***

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les dispositions qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait que les prestations à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions sont à prendre en permanence pour la sécurité.

Le personnel devra être employé conformément aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur. Le titulaire est notamment tenu d'appliquer les textes légaux et réglementaires en vigueur, en matière de sécurité sociale et législation du travail. Le titulaire prend la responsabilité du suivi médical correspondant en soumettant le personnel à une visite médicale obligatoire selon la fréquence réglementaire pour constater son aptitude médicale à l'exercice du service.

Le titulaire communique à l'administration préalablement à l'embauche tout renseignement administratif relatif à l'état civil et à la qualification de son personnel. Avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit fournir au responsable de l'ENP, la liste nominative du personnel titulaire appelé à se rendre à l'intérieur des locaux mis à disposition pour l'exécution du présent contrat afin de leur fournir des badges d'accès nominatifs. (cf. article VI.1.1 - Documents à remettre lors de la notification).

Aucun agent n'est admis s'il ne porte pas son vêtement de travail et s'il est dépourvu de son badge. La liste de ces personnels, tenue à jour, se trouve constamment sur place dans le bureau du responsable du titulaire. Cette liste comporte pour chaque personne : son nom et prénom, son lieu et date de naissance, une photocopie lisible de sa pièce d'identité ou de son titre de séjour.

En cas de changement de personnel en cours du marché, le titulaire informe l'ENP au moins huit jours avant en transmettant les renseignements nécessaires pour l'agrément et pour l'établissement des laissez-passer au plus tard 48 heures avant la prise de poste. En cas de maladie, le titulaire informe le service dans le plus bref délai.

Ces dispositions sont valables également lors de l'arrivée d'un nouvel agent ou d'un remplaçant.

Le personnel du titulaire disposant de badges permettant l'accès aux locaux est soumis de fait au règlement de service applicable dans ceux-ci et n'est pas autorisé à laisser y pénétrer toute personne qui n'y soit expressément habilitée.

***Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès au site et de demander le remplacement immédiat des personnes jugées par elle comme indésirables sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux tiers.***

***Les véhicules circulant dans l'enceinte doivent obtenir l'autorisation de l'administration, une copie de la carte grise doit être transmise au moins 48 h avant l'établissement des laissez-passer.***

Faute de respecter les règles ci-dessus, le titulaire ne peut élever de réclamation d'aucune sorte à la suite de l'interdiction d'accès aux personnes et véhicules non inscrite ou qui auraient été découvertes dans un endroit autre que leur lieu de travail sans pouvoir en justifier la nécessité. Des pénalités sont applicables cf. article XV.5 - Liste des pénalités (hors travail dissimulé).

Le personnel du prestataire respecte les consignes de sécurité en vigueur au Ministère de l'Intérieur. Les co-traitants et sous-traitants du candidat sont soumis à cette même règle.

#### **IV.3 - Obligations de l'administration**

L'administration met des locaux à disposition du titulaire du lot du marché. Ces locaux sont désignés avant la date d'exécution des prestations.

A la fin du marché, le titulaire est tenu de remettre à l'administration l'ensemble des clés et moyens d'accès confiés initialement.

Certains locaux sensibles « sécurité » ne sont accessibles qu'en présence des personnels y travaillant. Les horaires d'exécution des prestations sont adaptés en conséquence.

### **Article V - DURÉE DU MARCHÉ ET MONTANT MAXIMUM**

Conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique, le marché prend effet à compter du 1<sup>er</sup> février 2026 ou de sa date de notification si elle est postérieure, pour une durée de 12 mois. Il pourra être reconduit trois fois par tacite reconduction, par période de 12 mois.

La reconduction ne peut être refusée par le titulaire. Le pouvoir adjudicateur peut émettre une décision de non reconduction qu'il transmettra au titulaire, par envoi recommandé avec accusé de réception, deux mois au moins avant la date d'échéance du marché.

<b>Montant maximum par période (en euros HT)</b> <b>Prestations à bons de commande du BPU (hors forfait)</b>	
Période ferme (12 mois à compter du 1 <sup>er</sup> février 2026 ou de sa notification si elle est postérieure)	200 000,00
Chaque période de reconduction (12 mois)	200 000,00



## **Article VI - REMISE DES DOCUMENTS – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **VI.1 - Délais de remise des documents par le titulaire**

#### *VI.1.1 - Documents à remettre lors de la notification*

Les documents ci-dessous sont à remettre dans les 15 jours suivant la notification du marché au directeur de l'ENP :

- les coordonnées du responsable de site et de son suppléant ;
- la liste du personnel chargé de l'exécution du marché ;
- les conditions d'exécution des prestations ;

#### *VI.1.2 - Documents à remettre périodiquement*

Voir tableau article VII.1 - Délais de remise des documents par le titulaire du lot

Pour les éléments de reporting, merci de vous reporter à l'article Article IX - REPORTING CONTRACTUEL

#### *VI.1.3 - Documents à remettre tous les 6 mois*

- une attestation sur l'honneur de réalisation du travail avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.320, L.143-3 et R.143-2 du Code du travail, à remettre au chef du site ;
- les attestations fiscales et sociales à jour ;

Le non-respect des délais de transmission de l'ensemble des documents ci-dessus énumérés entraîne des pénalités telles que définies à l'Article XV - PÉNALITÉS & RÉFACTION du présent CCAP.

### **VI.2 - Émission des bons de commande**

L'organisation comptable implique l'émission de demandes d'achat par les services prescripteurs, qui sont ensuite traduites en bons de commande par le Centre de Service Partagé (CSP) CHORUS.

Ainsi, les prestations forfaitaires comme unitaires se voient sujettes à bons de commande.

#### *VI.2.1 - Prestations régulières*

Ces prestations fixes sont comprises dans le forfait (cf. Article VIII - PRESTATIONS ATTENDUES), qui fera l'objet d'un bon de commande ad hoc.

Le titulaire soumet le planning d'intervention annuel et mensuel pour les prestations régulières à exécuter, établi selon le cadre fixé par la direction du site.

#### *VI.2.2 - Prestations à bons de commande*

Les prestations listées à l'article Article VIII - PRESTATIONS ATTENDUES sont exécutées par l'émission de bons de commande. Les bons de commande établis pour chaque partie prenante au présent marché sont notifiés par écrit au titulaire à l'adresse indiquée dans l'acte d'engagement.

### **VI.3 - Contenu des bons de commandes**

Ces bons de commandes préciseront :

- la nature des prestations
- le lieu d'exécution, la date d'intervention et le délai d'exécution
- le montant de la prestation par référence au taux horaire et/ou prix unitaire hors taxes (HT) et/ou forfait par prestation figurant dans la décomposition du prix, le cas échéant, révisé en application de la clause de variation de prix.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

## Article VII - CONDITIONS D'EXÉCUTION

### VII.1 - Délais de remise des documents par le titulaire du lot

Désignation des documents	Délais à compter de la date de notification du lot du marché et le cas échéant, de la date anniversaire du marché ou en cas de changement
Liste nominative du personnel, méthode contrôle de la présence retenue + coordonnées téléphoniques et électroniques du chef d'équipe	15 jours et à chaque changement, le cas échéant
Nom, qualification et compétences du remplaçant du chef d'équipe	7 jours
Planning mensuel des prestations	Le planning mensuel des prestations devra être soumis aux représentants des services chaque mois, huit jours (8) jours ouvrables avant le 1 <sup>er</sup> du mois considéré et ceci, tous les mois jusqu'à la fin du marché.
Planning type d'intervention annuel	15 jours à compter de la notification du marché puis tous les ans
Plan de prévention (cf CCTP art. 7.5)	15 jours à compter de la notification du marché
Liste des matériels	7 jours avant le changement
Liste des produits	7 jours avant le changement
Attestations d'assurances	Tous les ans

Les dates estimées de réalisation des prestations plus ponctuelles (trimestrielles, annuelles) seront arrêtées plus précisément d'un commun d'accord en fonction des disponibilités des différents services.

**Toute modification intervenant au cours de l'exécution des prestations devra être soumise à l'agrément des différents représentants des services.**

### VII.2 - Exécution des prestations

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont celles détaillées dans les CCTP et ses annexes.

**Le titulaire s'engage à une obligation de résultat pendant toute la durée du marché.**

L'absence d'un ou plusieurs membres du personnel, pour quelque raison que ce soit, ne saurait, sauf cas de force majeure, dispenser le titulaire du lot du marché concerné de garantir la continuité de l'exécution des prestations.

**En cas d'indisponibilité d'un membre du personnel quelle qu'en soit la cause, le titulaire procède à son remplacement temporaire de telle sorte que la continuité des prestations est garantie. L'ENP a un fonctionnement de 7j/7 sans aucune fermeture annuelle. Le titulaire demeure tenu d'exécuter les prestations pour assurer la continuité du service.**

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur de l'arrêt de travail programmé et des mesures qu'il entend prendre pour satisfaire à ses obligations contractuelles. En tant que de besoin, une réunion de travail est organisée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour examiner les mesures prises. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de considérer que la continuité du service n'est plus assurée et de prendre les mesures nécessaires pour rétablir **la prestation aux frais exclusifs du titulaire concerné.**

Ceux-ci viendront dans ce cas s'imputer sur le montant des sommes qui auraient été dues au titulaire du fait de l'exécution normale de ses obligations.

En cas de carence du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel à d'autres prestataires et à en faire supporter le coût au titulaire concerné par réfaction sur les sommes qui auraient été dues du fait de l'exécution normale des prestations.

Les délais globaux d'exécution des prestations sont fixés dans les annexes du CCTP.

**Le titulaire est tenu d'assurer les prestations indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité :**

- le nettoyage et l'approvisionnement journalier des sanitaires ;
- le ramassage, l'enlèvement et l'évacuation des poubelles prévues à cet effet, des papiers, cartons, bouteilles, déchets et objets.

S'il manque à ces obligations, le titulaire s'expose à des pénalités dont le montant est défini à l'article Pénalité du présent CCAP

## **Article VIII - PRESTATIONS ATTENDUES**

---

### **VIII.1 - La propreté**

Le nettoyage concerne les locaux : d'accueil, d'hygiène, d'hébergement collectif (de Formation Initiale) et individuel (de Formation Continue), de détente, bureaux, circulations, de stockage, de simulation, sportifs (dont tatamis) et scolaires.

Ainsi que :

- La mise en place des consommables achetés par l'ENP (savon liquide, papier hygiénique, essuie-mains, sac poubelle)
- Le ramassage des déchets contenus dans les poubelles intérieures et leur remise dans les containers placés à l'extérieur, arrière du bâtiment A
- Le nettoyage des surfaces vitrées sur les 2 faces

Les prestations à réaliser sont composées de prestations systématiques forfaitaires, de prestations supplémentaires (Hébergement/Pédagogie) et de prestations de vitrerie à bons de commande.

La description des prestations et leurs spécifications techniques, les conditions et les fréquences sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières CCTP, ses annexes et le bordereau de prix.

Les prestations devront être effectuées dans le strict respect des prescriptions administratives et techniques.

### **VIII.2 - Descriptif des locaux**

Le descriptif des locaux (nombre, type de revêtement et surface) figure dans le BPU, le CCTP et les annexes, spécifiques au marché.

**Les prestations s'effectuent du lundi au vendredi sans aucune fermeture annuelle. Il n'est pas prévu d'interruption des services pendant la durée des congés annuels. En conséquence, le titulaire doit prendre ses dispositions pour assurer toutes les prestations, pendant la durée de validité du marché.**

### **VIII.3 - Conditions pratiques de réalisation des prestations**

Le chef de service arrête, en accord avec le représentant du prestataire, les conditions pratiques de la réalisation des prestations.

Ils déterminent en particulier :

- Le correspondant technique du site remet au titulaire des clés en quantité suffisante pour lui permettre l'accès à tous les locaux et lieux décrits dans le CCTP et ses annexes. En cas de perte ou de vol, le titulaire avise aussitôt l'administration des exemplaires manquants. Ceux-ci seront remplacés et facturés au titulaire
- l'attribution d'un local fermant à clés à titre gracieux au prestataire.
- un cahier de liaison à disposition pour y mentionner les remarques et observations des occupants, comme des agents chargés de l'entretien
- Les jours d'intervention doivent être respectés par le titulaire.

Le prestataire fournira les produits, nécessaires à l'exécution de toutes les prestations ainsi que leurs fiches de sécurité. Le coût de ces produits est inclus dans les prix du marché.

**Le titulaire doit proposer toutes les fournitures nécessaires à la réalisation des prestations.** Ces fournitures devront répondre à des critères respectueux de l'environnement.

Des renseignements supplémentaires sont à votre disposition sur les sites suivants :

- [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)
- [www.ecolabels.fr](http://www.ecolabels.fr)

Les consommables achetés par l'école sont mis en place par le prestataire (savon liquide, papier hygiénique, essuie-mains, sac poubelle). Les produits doivent être réapprovisionnés en permanence pour éviter toute rupture.

Le prestataire devra éviter toute obstruction ou dégradation des canalisations d'évacuation, dont la remise en état pourra être effectuée à ses frais. Les matériels et produits seront stockés exclusivement dans le local, fermé à clés, mis à la disposition du prestataire.

***Toute précaution devra être prise par le prestataire pour que les produits ne laissent aucune trace sur le sol.***

Le stockage en vrac de produits pulvérulents est interdit. Aucun matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissé sans rangement après chaque intervention, sous peine de leur évacuation sans préavis par la personne publique et aux frais du prestataire.

***Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaire à l'exécution proprement dite des prestations seront assurées gratuitement par l'ENP.***

Les seaux, raclettes, disques, sacs aspirateurs, pulvérisateurs (étiquetés) et le matériel pour la vitrerie sont à fournir à la demande du personnel œuvrant et à la charge du prestataire.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de prises multiples, est interdit.

Le prestataire devra éviter tout éclairage superflu, en particulier, il veillera à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution de la prestation dans ce local, l'éclairage général d'un ensemble de locaux étant proscrit.

***Le prestataire devra également prendre toutes dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.***

Il lui appartiendra d'avertir son personnel que l'usage des matériels et équipements que renferment les locaux, notamment téléphones, fax, ordinateurs, photocopieurs, lui est interdit.

## Mesures à mettre en œuvre suite à la découverte d'un cas de staphylocoque doré

*Les locaux suspectés d'infection doivent faire l'objet d'une désinfection complète avec des produits bactéricides et virucides qu'il convient de laisser agir trois jours après le calfeutrage du lieu. Durant la période de décontamination, l'entretien des sols et des surfaces des autres locaux doivent être renforcés en utilisant un produit détergent, en particulier dans les sanitaires, en veillant particulièrement aux zones en contact avec les mains : robinets, poignées de portes, interrupteurs, ordinateurs... Les chiffons et autres serpillières servant au lavage des sanitaires seront réservés à cet usage exclusif. Le titulaire mettra en place une signalétique adaptée.*

### **VIII.4 - Comportement du personnel**

Les personnels du titulaire et ceux de ses éventuels sous-traitants doivent respecter les règles de bonne conduite, les directives et les consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens qui leur ont été communiquées par l'autorité responsable des lieux. L'administration se réserve le droit d'exiger à tout moment, sans qu'il puisse être réclamé d'indemnité, l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour insubordination, incapacité ou défaut de probité. Cette mesure est de portée générale et définitive : elle interdit au titulaire d'affecter l'agent frappé de cette mesure d'éviction sur un autre site désigné au marché.

### **VIII.5 - Vêtements de travail**

Le titulaire dote le personnel de vêtements de travail et de protection nécessaires au regard de la réglementation en vigueur. De même, il fournit des chaussures de sécurité à l'ensemble de son personnel. Le nettoyage et l'entretien des vêtements de travail du personnel sont à la charge du titulaire.

Tous les agents en activité sont munis en permanence d'un badge spécifique à leur fonction, y compris le personnel d'encadrement. Aucun agent sans vêtement de travail et badge n'est admis.

Le titulaire veille à l'application stricte des règles relatives à l'hygiène corporelle du personnel.

Le titulaire fournit au personnel une tenue vestimentaire adaptée à ses fonctions (avec logo de l'entreprise si possible).

### **VIII.6 - Droits et obligations du personnel**

Le titulaire s'engage à assurer un complément de formation professionnelle au personnel repris ou embauché afin qu'il puisse acquérir un niveau de qualification permettant d'exécuter dans les meilleures conditions les opérations dont il a la charge, notamment en cas d'évolution des techniques.

### **VIII.7 - Discipline**

Le titulaire du marché et son personnel devront se conformer au règlement intérieur des services.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra demander, dans le cadre des procédures imposées par le Code du travail et la convention collective, le déplacement des agents qui se seraient rendus coupables de fautes dans l'exécution du service.

Le titulaire du marché porte à la connaissance du représentant du pouvoir adjudicateur la totalité des éléments d'informations en sa possession, relatifs aux fautes commises et à leur(s) auteur(s).

### **VIII.8 - Évacuation des déchets**

Les poussières, détritiques, ordures provenant du nettoyage seront rassemblés dans les containers de la société en charge du traitement des déchets du site.

Le titulaire doit procéder au vidage des poubelles en s'adaptant et en respectant le dispositif de collecte sélective qui pourrait être mis en place à tout moment de l'exécution du marché.

Le dispositif est décrit dans le CCTP et les annexes, spécifique au marché.

À préciser que :

- Les déchets générés par les élèves de la formation initiale, au cours et à la fin de leur scolarité, ne sont pas gérés par la société : lors de la perception des effets d'habillement, des gilets pare-balles et lors de leur départ
- Ainsi que les déchets générés lors du broyage des documents papier par les permanents de la structure.

## **Article IX - REPORTING CONTRACTUEL**

---

### **IX.1 - Vérifications qualitatives et quantitatives**

Le titulaire du marché doit suivre les prescriptions sur les vérifications d'exécution mentionnées pour chaque prestation dans le présent CCAP, CCTP et ses annexes.

Ces opérations ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché. Elles peuvent être effectuées à tout moment, soit à l'occasion des interventions du titulaire soit indépendamment.

**Tout manquement au niveau de l'exécution des prestations fait l'objet d'une notification au titulaire et peut donner lieu à l'application de pénalités cumulables prévues à l'Article XV - PÉNALITÉS & RÉFACTION du présent CCAP.**

#### *IX.1.1 - Suivi quotidien*

S'agissant des produits de nettoyage, d'hygiène et de toilette, des échantillons peuvent être prélevés par l'administration et ce, sans préavis au titulaire. Ce dernier supporte les frais d'analyses s'il est établi que les prescriptions contenues dans le CCTP n'ont pas été respectées.

S'agissant du nettoyage, un cahier de suivi faisant apparaître les consignes données aux agents de propreté, les jour et heure de contrôle et leurs résultats, ainsi que les observations faites lors des passages dans les locaux et étages d'hébergement sera dressé par la personne publique.

#### *IX.1.2 - Contrôles*

Le contrôle des prestations de nettoyage des locaux est réalisé sur les critères suivants :

- L'aspect : L'aspect est la première impression visuelle de netteté et de propreté qu'offrent un local et ses équipements. Absence de poussière, trace, tache, etc...
- les perceptions olfactives (supprimer les mauvaises odeurs)
- les perceptions tactiles (les surfaces traitées ne doivent pas être désagréables au toucher ou au contact.
- l'hygiène et la sécurité : Dans le domaine du nettoyage, l'hygiène repose sur l'assainissement aussi bien des surfaces que des atmosphères ambiantes. Les techniques et produits utilisés pour le nettoyage des sols et surfaces doivent être sélectionnés afin que ces derniers ne présentent aucune surface glissante susceptible de constituer un danger pour les usagers.

Les opérations de vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur l'initiative de la personne publique dans les conditions prévues aux articles 27, 28 et 29 du CCAG-FCS.

#### *IX.1.3 - Compte rendu mensuel*

La prestation fera l'objet d'un compte rendu écrit (en accord entre le prestataire et les représentants de l'ENP), faisant apparaître notamment les heures effectuées par agent, les contrôles qualité, les dysfonctionnements et leurs solutions.

Par dérogation aux dispositions de l'article 29 du CCAG FCS, les opérations de vérification sont effectuées par les personnes habilitées de l'ENP qui disposent d'un délai de 15 JOURS à compter de la date des faits pour notifier leur décision.

#### *IX.1.4 - Moyens mis en œuvre*

Le titulaire met en œuvre les moyens, méthodes et modalités d'exécution figurant dans le mémoire technique remis à l'appui de son offre au marché. Il désignera un responsable de site.

### **IX.2 - Réunion annuelle de suivi**

#### *IX.2.1 - Rapport annuel*

Au titre de ce contrat, le titulaire doit optimiser le fonctionnement des prestations qui lui sont confiées à travers son action quotidienne.

En conséquence, il délivre un rapport annuel dans les deux mois qui suivent la fin de la période contractuelle, ce qui permet à la personne publique d'apprécier la qualité des prestations, l'engagement du titulaire et les résultats de l'ensemble des prestations objet de ce contrat.

Le titulaire peut proposer des suggestions d'amélioration du service sans obliger la personne publique.

Le rapport annuel comprendra une partie relative à la mise en œuvre des clauses sociales et environnementales comportant notamment l'actualisation des données fournies dans le mémoire technique de l'offre initiale et indiquera leurs progressions annuelles.

#### *IX.2.2 - Réunion de présentation*

Le titulaire s'engage à présenter son bilan à l'ENP et au SGAMI lors d'une réunion annuelle sans surcoût.

Cette réunion de suivi est organisée par les responsables de l'ENP à une fréquence minimale de 1 fois par an après la délivrance du rapport annuel par le titulaire du marché (dans les 2 mois).

L'absence du responsable de site du titulaire aux réunions fera courir des pénalités listées à l'Article XV - PÉNALITÉS & RÉFACTION du présent CCAP.

Le compte rendu de cette réunion est transmis au titulaire et est mis à l'ordre du jour de la réunion suivante pour en suivre les évolutions. Les éventuels manquements mentionnés pourront faire l'objet de pénalités à compter de la date de transmission du compte-rendu au titulaire (par courriel).

L'ordre du jour d'une réunion de suivi porte a minima sur les points suivants :

- bilan qualitatif des prestations au moyen d'un récapitulatif des résultats des contrôles qualité contradictoires et de la fréquence de ces contrôles ;
- bilan et taux de réalisation des actions correctives ;
- bilan quantitatif des prestations (coût des prestations, pénalités, réfections) ;
- suivi de réalisation des prestations forfaitaires périodiques ;
- revue des améliorations décidées lors de la précédente réunion de coordination ;
- faits marquants intervenus sur la période précédente ;
- fixation de nouveaux axes d'amélioration.

## **Article X - PRIX ET RÉVISION DE PRIX**

---

### **X.1 - Forme des prix**

Les prestations sont exécutables à prix forfaitaires (DPGF) et unitaires sur la base des bordereaux de prix unitaires (BPU) du marché, sur émission de bons de commande.

Les prix comprennent l'ensemble des prestations détaillées dans les CCTP et les documents financiers, tous les frais généraux, salaires, charges sociales et fiscales, marge bénéficiaire et frais divers, tous les frais relatifs à l'utilisation de produits spécifiques de nettoyage, l'approvisionnement des produits et matériel nécessaire à la bonne exécution des prestations, tous les frais relatifs à la livraison (main d'œuvre,

conditionnement des articles, assurance, transport et déchargement etc.), les frais afférents à l'entretien, la réparation, le lavage des matériels et équipements et véhicules utilisés pour la réalisation des prestations, tous les autres frais éventuels inhérents à la prestation.

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mo"

La révision interviendra à la date anniversaire du début des prestations du marché, par application aux prix initiaux du marché, du coefficient issu de la formule suivante :

$$P = Po \times \frac{In}{In-1}$$

dans laquelle :

- P = Prix révisé ;
- Pn-1 = Prix initial du bordereau de prix ;
- In-1 est la valeur définitive de l'indice de référence de la révision précédente. Pour la 1<sup>ère</sup> révision de prix, In-1 est l'indice connu à la date du mois Mo (M zéro = mois de remise des offres)
- In est la dernière valeur de l'indice de référence connue à la date anniversaire du marché.

Et par référence à l'indice trimestriel publié par l'INSEE, intitulé : 010766785 – Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public – Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes.

Les prix et coefficient de révision sont arrondis au millième supérieur.

Le titulaire calcule annuellement la révision et adresse au bureau des achats et des marchés publics du SGAMI Ouest, par LR/AR, ses nouveaux tarifs avec un préavis d'un mois avant la date d'anniversaire du marché :

SGAMI Ouest  
Bureau des achats et des marchés publics - FCS  
28 rue de la Pilate  
CS 40725  
35207 Rennes cedex 2

En cas de désaccord, le titulaire :

- continue à établir ses factures sur la base du dernier prix de règlement,
- régularise rétroactivement la facture, dès que le pouvoir adjudicateur accepte le nouveau prix.

Les nouveaux prix de règlement s'appliqueront à compter du lendemain de la date anniversaire du marché.

À l'issue de chaque révision de prix, les prix sont fermes pour une durée de 12 mois ;

En cas de non transmission par le titulaire des nouveaux tarifs dans les délais impartis, les prix sont réputés inchangés.

**NB- En l'absence de transmission de ces documents dans les délais fixés ci-dessus, les prix initiaux du marché demeurent applicables pour une nouvelle durée telle que fixée dans cet article.**

## **X.2 - Clauses de sauvegarde**

Si, pendant le délai contractuel, le coût des prestations subit une variation de plus ou moins 3 % durant une année contractuelle, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques de l'époque (fixation de nouveaux indices plus adaptés). Une modification contractuelle sera alors rédigée.



Cependant, le titulaire devra apporter la preuve qu'il n'est pas à l'origine de ces dérives provoquées par une mauvaise exécution de ces prestations.

Il en serait de même si la définition ou la texture de l'un des paramètres d'indexation venait à être changée, ou s'il cessait d'être publié, ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exploitation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le titulaire à la date d'application du prix ajusté lorsque l'augmentation de celui-ci est supérieure à 3 % l'an.

## **Article XI - MODALITÉS DE FACTURATION ET RÈGLEMENT**

---

### **XI.1 - Modalités de paiement du titulaire**

L'exécution des prestations est mixte :

- Les prestations de propreté **dites fixes** de nettoyage et d'entretien (sols et équipement des locaux) sont traitées à prix forfaitaire annuel (DPGF) et réglées mensuellement.
- Les prestations **dites supplémentaires** de nettoyage et d'entretien (sols et équipement des locaux) sont traitées à prix unitaires en fonction du type (Hébergement/Pédagogie) et du nombre de prestation supplémentaire exécutée et réglée mensuellement.
- Les prestations de **vitrierie** sont traitées à prix unitaires au m<sup>2</sup> par bâtiment et par niveau, divisé par 2 selon le côté « cour » ou côté « mer » nettoyé, comprenant ou non la mise à disposition d'une nacelle. Les prestations sont activées sur émission d'un bon de commande et réglées aux service fait.

Les factures doivent mentionner au minimum les indications suivantes :

- la référence du marché (**numéro d'EJ**, objet et date) ;
- la nature des prestations ;
- le nom, numéro Siret et adresse du titulaire ;
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire ;
- le montant total HT ;
- le taux de TVA ;
- le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;
- la date, le numéro de facture et la signature du titulaire.

**Le numéro d'Engagement Juridique (EJ) doit figurer sur la facture. Dans le cas contraire, elle ne pourra être traitée.**

### **XI.2 - Envoi dématérialisé**

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures sont adressées en format dématérialisé sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Ce site gratuit et sécurisé permet de suivre par Internet l'état d'avancement du traitement de vos factures.

Les informations indispensables sont les suivantes :

- le code service exécutant du SGAMI MI5PLTF035 ;
- le n° de SIRET 110002011100044 ;

### **XI.3 - Délais de paiement**

Sur la base des factures reçues par le titulaire du marché, le paiement se fera mensuellement et les sommes dues par l'administration au titulaire sont payées dans un délai de 30 jours. Ce délai, appelé délai de paiement dans le présent CCAP, court de la date de réception de la facture au Centre de Services Partagés CHORUS à la date de virement par le comptable.

Passé ce délai, des intérêts moratoires sont dus au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (BCE) en application des articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique. Le taux applicable aux intérêts moratoires est le taux d'intérêt légal appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage calculés sur le prix de règlement toutes taxes comprises. Une indemnité forfaitaire de 40 € est prévue.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le pouvoir adjudicateur retardataire doit s'acquitter de ces pénalités dans un délai de 45 jours à compter de la mise en paiement du principe.

### **XI.4 - Paiement des sous-traitants**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur, ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- la référence aux lignes de postes du cadre de décomposition du prix global et forfaitaire correspondant aux prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie avoir contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et s'il a fourni une attestation sur l'honneur déclaration indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le silence du pouvoir adjudicateur, gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés, vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement (articles R.2193-1 à R.2193-16 du Code de la commande publique).

**Toute demande d'agrément d'un sous-traitant devra être signée à la fois par le titulaire du marché qui désire sous-traiter et par le sous-traitant envisagé (formulaire DC4 téléchargeable gratuitement).**

*Le titulaire s'engage à ne pas faire intervenir un sous-traitant qui ne serait pas agréé par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après notification de l'agrément de l'acte spécial de sous-traitance. Une pénalité est encourue pour non-déclaration de sous-traitant (cf. XV.5 - Liste des pénalités (hors travail dissimulé))*

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC (articles R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique), le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

#### **XI.5 - Nantissement**

Il sera fait application des dispositions prévues par l'article R.2193-22 du Code de la commande publique.

### **Article XII - AVANCE**

---

En application des articles R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, aucune avance ne sera versée si le montant du marché n'excède pas 50 000 € HT.

Si le montant du marché excède 50 000 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance pourra être versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci précisé dans l'acte d'engagement.

Le mandatement de cette avance interviendra dans le délai d'un mois à partir de la date à laquelle commence à courir à compter de la notification du marché.

Le remboursement de cette avance sera effectué lorsque le montant cumulé des factures présentées par l'entrepreneur atteint ou dépasse 65 % du montant initial (hors TVA) du marché.

Le montant de l'avance ne peut être ni révisé, ni actualisé.

#### **Avance aux sous-traitants**

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal au seuil de 50 000 € HT susvisé.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au plus égal à 20 % du montant des prestations sous-traités et son remboursement sont effectués à la diligence de l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance ; cet entrepreneur prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

### **Article XIII - REPRISE DU PERSONNEL**

---

#### **XIII.1 - Documents relatifs à la reprise du personnel**

Conformément à l'article L.1224-1 du Code du travail, tous les contrats de travail en cours au jour de la modification de la situation juridique de l'employeur subsistent entre le nouvel employeur et le personnel déjà affecté au service.

La liste des personnels à reprendre par le titulaire est une pièce du DCE

Elle précise la qualification et l'ancienneté des personnels concernés.

Dans un délai de 4 mois avant l'expiration du marché ou, dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit dès notification de la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur les informations suivantes :

- La masse salariale non chargée des personnels à reprendre
- Le nombre de salariés à reprendre (et pas seulement leur équivalent temps plein)
- La nature des contrats à reprendre (CDI, CDD, etc..)
- Les avantages dont disposent les personnels, leur expérience et leur qualification.

Tout retard dans la communication de ces informations expose, sans mise en demeure préalable, le titulaire à la pénalité afférente prévue à l'Article XV - PÉNALITÉS & RÉFACTION

### ***XIII.2 - Convention collective applicable***

Le personnel est soumis aux dispositions du Code du travail et de la convention collective nationale du personnel des entreprises de nettoyage.

Le titulaire communique au responsable de l'ENP la convention collective applicable à ce personnel qui doit être en mesure d'en prendre connaissance.

## **Article XIV - DÉVELOPPEMENT DURABLE**

---

### ***XIV.1 - Clauses environnementales***

En application du Code de la commande publique, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

Ainsi le titulaire devra s'engager sur site et/ou en amont du site dans la préservation de l'environnement par les mesures cumulatives suivantes :

- l'utilisation de produits ménagers/d'hygiène éco-labellisés.
- la gestion des déchets (notamment en termes de tri) ;
- l'utilisation raisonnée des ressources (eau, énergie, etc...)

Dans son mémoire technique, le titulaire fournira un état de la situation de sa société sur l'ensemble des points cités ci-dessus et pourra proposer des mesures complémentaires. Le rapport annuel comprendra une partie relative aux clauses environnementales comportant notamment l'actualisation des données fournies dans le mémoire technique de l'offre initiale et indiquera leur progression annuelle.

### ***XIV.2 - Clauses d'insertion***

Conformément à l'article L2111-1 du Code de la commande publique, qui exige la prise en compte d'enjeux de développement durable dans les achats publics, le SGAMI OUEST met en œuvre, à chaque fois que cela est possible, dans le cadre de ses marchés, un dispositif visant à favoriser le retour vers l'emploi de publics en difficultés sociales et/ou professionnelles.

C'est pourquoi, en application du Code de la commande publique, le dossier de consultation du présent marché comporte une clause visant à promouvoir l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage.

Les heures affectées à la clause sociale sont réparties comme suit :

→ 1 120 heures sur la durée totale du marché soit 280 heures annuelles.

### **Les publics visés par cette clause sont les suivants :**

- Les personnes bénéficiaires du RSA (ou leurs ayants droit) et des autres minima sociaux (ASS, AAH, ATA, Al...) en recherche d'emploi.
- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois).
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans.

- Les bénéficiaires d'une RQTH (Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé) en recherche d'emploi, orientés en milieu de travail ordinaire ou pris en charge dans le secteur adapté ou protégé.
- Les personnes prises en charges dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique) ou dans le PLIE (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi) de Rennes Métropole.
- Les salariés des Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ) lorsqu'ils présentent des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
  - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
  - en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes.
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou les bénéficiaires de la protection subsidiaire.
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville en recherche d'emploi.

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, de Cap Emploi ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Quel que soit le critère administratif retenu, le public des clauses sociales doit être **accompagné** dans la résolution de ses freins à l'emploi et dans la construction de son projet professionnel.

#### **La durée d'éligibilité des publics et la comptabilisation des heures d'insertion :**

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion, en lien avec le facilitateur désigné au sein du Pôle d'expertise Atout Clauses.

À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif de la clause d'insertion, pour une durée de 24 mois maximum. Au-delà de 24 mois, les heures réalisées par cette personne ne pourront plus être comptabilisées au titre de la clause d'insertion.

La durée de l'éligibilité peut être réévaluée sur avis motivé du facilitateur et de ses partenaires de l'insertion et de l'emploi.

#### **Modalité de mise en œuvre**

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés dans les documents particuliers du marché. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Le titulaire pourra recourir à la modalité de mise en œuvre de son choix :

- **L'embauche directe** (tous types de contrats). L'éligibilité de toute personne bénéficiant d'un contrat direct doit être préalablement vérifiée par Atout clauses.
- **Le recours à un GEIQ** (Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification).
- **La mise à disposition** de salariés via association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA) ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) conventionnée avec le Pôle d'expertise Atout Clauses de Rennes.

- **La co-traitance ou sous-traitance** ou groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause sociale, le titulaire peut bénéficier de l'accompagnement d'un facilitateur.

Dans le cadre du marché, le facilitateur a pour mission notamment :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétences) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc...)
- de mesurer et de communiquer auprès du donneur d'ordre et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du marché (ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion).

Si le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du donneur d'ordre la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. Si les différents critères sont remplis, elle sera formalisée via la signature d'une convention. Cette demande devra être étudiée avec le facilitateur.

**Tout recrutement via une embauche directe doit faire l'objet d'une validation préalable par le facilitateur** désigné au sein du Pôle d'expertise Atout Clauses.

À l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

**Le SGAMI OUEST** souhaite favoriser **l'égal accès de tous aux opportunités d'emploi générées par le présent marché**, aussi il est demandé de détailler les moyens mis en œuvre pour favoriser la visibilité des emplois proposés vis-à-vis des catégories de demandeurs d'emploi nécessitant une attention particulière au regard des enjeux locaux :

- Les femmes
- Les jeunes de moins de 26 ans
- Les seniors (50 ans et plus)

L'entreprise titulaire doit désigner en interne un interlocuteur dédié au suivi de la présente obligation. Ce dernier devra notamment :

- **Prendre contact**, dans les 4 semaines suivant la notification du marché, **avec le facilitateur du Pôle d'expertise Atout Clauses** afin de mettre en place une réunion spécifiquement dédiée à la mise en œuvre de l'obligation d'insertion.
- **Coordonner le lien entre le facilitateur et les éventuels sous-traitants** du titulaire afin que l'ensemble des prescriptions liées à la présente clause sociale, dont le titulaire demeurent le garant, puissent être déclinées de manière conforme.
- **Désigner en interne la/les personnes en charge du tutorat** en entreprise des personnes accueillies en application de la présente disposition.

Seront validés / définis par le facilitateur, et pour chacune des entreprises intervenantes et concernées par la clause sociale :

- la conformité du scénario de mise en œuvre,
- l'éligibilité du public,
- les modalités de suivi, de reporting et leur régularité.

### **Sous-traitants**

L'entreprise titulaire s'engage à **ne pas répercuter d'objectif d'insertion inférieur à 105 heures de travail**. Toute répercussion de tout ou partie de son objectif d'heures d'insertion par l'entreprise titulaire vers un ou plusieurs de ses sous-traitants devra être signalée au facilitateur du marché désigné par le maître d'ouvrage. La mise en œuvre de l'obligation et de l'ensemble des prescriptions ici mentionnées demeurent de la responsabilité de l'entreprise titulaire.

### **Pénalités relatives à la clause d'insertion sociale :**

Sur la base des pièces justificatives transmises par le titulaire du marché, les facilitateurs « Clause insertion professionnelle » veilleront au respect des engagements pris par l'entreprise.

La nature et les modalités de transmission des pièces justificatives sont précisées à chaque titulaire avec les facilitateurs « Clause d'insertion ».

En cas de non-respect des dispositions relatives à la mise en œuvre de la clause insertion, et pour un manquement imputable à l'entreprise, le titulaire du marché pourra se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité sera appliquée (cf article XV.5 - Liste des pénalités (hors travail dissimulé).

Le titulaire notifie au donneur d'ordre toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le donneur d'ordre et le cas échéant le facilitateur, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

- En cas de difficultés conjoncturelles sérieuses survenant en cours de marché et affectant durablement l'entreprise, le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur veilleront en priorité, dans l'intérêt général, à préserver l'emploi dans l'entreprise ou le groupement d'entreprises titulaire, ainsi que dans les entreprises sous-traitantes éventuelles.
- Cette situation pourra être observée, notamment, dans les deux cas suivants :
  - La mise en place du chômage partiel,
  - La mise en place d'un plan social.
- La reconnaissance d'une telle situation sera matérialisée par un ordre de service ou une modification contractuelle au marché, dont une copie sera notifiée, pour information, à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi, de l'Entreprise et de la Formation Professionnelle, administration compétente quant au respect par l'entreprise de ses obligations pendant une période de chômage partiel ou de licenciement économique et notamment l'absence de recours à une main d'œuvre extérieure.

Hors ces deux cas de figure précis, en cas de circonstances particulières expliquant la non réalisation partielle des obligations relatives à l'insertion, qui ne soient pas le fait de l'entreprise, et sur la base d'un avis motivé du facilitateur chargé du suivi du marché, le donneur d'ordre pourra décider de ne pas appliquer cette disposition.

Les motifs d'une telle décision devront notamment s'appuyer sur le fait que l'entreprise aura réuni les conditions et mis à disposition les moyens d'une réalisation complète de ses obligations, et que ce sont des motifs conjoncturels indépendant de sa volonté qui l'auront empêchée.

### **Engagement du candidat sur la clause d'insertion professionnelle des publics en difficulté**

"Le dispositif d'insertion étant une condition d'exécution obligatoire du marché, je m'engage à tout mettre en œuvre avec le concours du facilitateur des clauses sociales pour concrétiser au mieux l'action d'insertion proposée en annexe au présent acte d'engagement."

L'assistance Insertion dans les marchés publics peut être jointe aux coordonnées suivantes :

La facilitatrice locale en charge de ce marché situé sur le 35 est Mme Kerzerho d'Atout Clause, dont les coordonnées sont les suivantes :

Céline KERZERHO  
Facilitatrice des clauses sociales  
02 30 96 67 28 – 07 82 53 22 43  
[c.kerzerho@atoutclauses.fr](mailto:c.kerzerho@atoutclauses.fr)

#### **XIV.3 - Protection des données (RGPD)**

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée à Atout Clause , dont l'outil a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

À ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Céline KERZERHO est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à partir du 1<sup>er</sup> jour de la mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée.  
OU / . ET
- dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées sur la durée prévue
- en l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données, ou s'opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à [assistante@resosolidaire.org](mailto:assistante@resosolidaire.org) ou par courrier au Délégué à la protection des données (DPO) : Madame LAURENT Christelle, Assistante de gestion chez RÉSO solidaire, Le Quadri 47 avenue des Pays-Bas 35200 RENNES.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.



## **Article XV - PÉNALITÉS & RÉFACTION**

---

### **XV.1 - Les pénalités : principes**

Les pénalités :

- sont présentées et détaillées dans l'article XV.5 - Liste des pénalités (hors travail dissimulé) et l'article XV.6 - Pénalité pour travail dissimulé
- ont pour but de garantir à l'acheteur le respect par son cocontractant des stipulations contractuelles ;
- sont hors champ de la TVA ;
- peuvent être précomptées sur les paiements partiels définitifs versés au titulaire tout au long du marché, lors de l'établissement des factures ;
- ne présentent aucun caractère libératoire, le titulaire étant intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités ;
- sont applicables sans exonération ni limite par dérogation aux dispositions des articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS ;
- n'exonère pas le titulaire (ou son sous-traitant) des obligations de réparation dans le cas où sa responsabilité est engagée à concurrence du montant effectif du préjudice subi par le service de l'État ;

### **XV.2 - La mise en œuvre**

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite par écrit (courriel, LRAR via PLACE ou courrier postal avec accusé de réception) le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré

### **XV.3 - Cas de cumul**

Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

### **XV.4 - Cas de force majeure**

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

À l'occasion de tels événements, le titulaire recherche avec le directeur de l'ENP ou son représentant, toutes les mesures à prendre pour assurer la continuité des prestations dans les conditions définies au marché.

### **XV.5 - Liste des pénalités (hors travail dissimulé)**

<b>DÉFAUTS OU MANQUEMENTS CONSTATES</b>	<b>Procédure contradictoire et mise en demeure préalables à l'application des pénalités</b>	<b>MONTANT EN EUROS</b>
Inexécution des prestations régulières ou sur commande ad hoc	NON	200 € par jour et par pièce (local) concernée
Exécution partielle des prestations régulières ou sur commande ad hoc	OUI	20 % du montant de la prestation non réalisée par jour de retard jusqu'à exécution complète
Non respect de la qualité du nettoyage	OUI	100 € par pourcentage de défaut sur la foi du constat contradictoire (fichier ANX_CCTP_Fiche contrôle prestations)
Non respect du délai d'exécution des prestations ou du planning contractuel	NON	200 € par constat
Abandon des matériels et produits en dehors des locaux ou poubelles mis à disposition	NON	100 € par constat (photo à l'appui)
Tout défaut ou manquement constaté sur le plan hygiène et propreté	NON	100 € par jour de manquement
Tout défaut ou manquement constaté pour la vitrerie	NON	100 € par jour de manquement
Sanitaires : défaut d'approvisionnement des distributeurs de papiers hygiénique, de savon, et de rouleaux d'essuie-mains, etc.	NON	100 € par jour de manquement sur chaque local
Non mise à jour ou non remise des documents nécessaires au suivi des prestations et liste nominative du personnel y compris documents originaux, assurances, attestations obligatoires (fiscales, sociales, etc...)	NON	50 € par jour et par document non fourni
Reporting : Retard ou incomplétude des livrables prévus au présent CCAP relatifs au suivi et à l'exécution de la prestation (ex : rapports, comptes rendus, contrôles...),	NON	100 € par jour de retard et par document manquant
Non-respect des obligations en matière de développement durable : - négligence en matière d'utilisation des fluides ou des appareils consommant des fluides, - défaut du tri sélectif ou du traitement des déchets - non-utilisation des produits ecolabel prévus au contrat	NON	100 € par jour et par constat

<b>DÉFAUTS OU MANQUEMENTS CONSTATES</b>	<b>Procédure contradictoire et mise en demeure préalables à l'application des pénalités</b>	<b>MONTANT EN EUROS</b>
Non-respect de ses obligations d'insertion et de clauses sociales	NON	50 € HT par heure d'insertion non réalisée (suite au bilan présenté). Le titulaire du marché sera exonéré de pénalités relatives aux heures d'insertion non effectuées si le montant de ces dernières ne dépasse pas 150 € HT.
Absence de remplacement d'un agent dans les délais prévus au contrat	OUI	500 € par jour (sur constat établi par l'administration et notifié au titulaire)
Absence du responsable d'encadrement sans remplacement ni information de l'ENP	NON	50 € par jour
La non présence du responsable de site aux réunions	NON	100 € par constat d'absence
Non-respect de gestion du personnel (règlement intérieur, absence du port et de la tenue obligatoire du personnel , comportements, accès au site sans autorisation, transmission des documents en car de changement de personnel)	NON	50 € par agent et par constat
Non respect du délai de remise des documents relatif à la reprise du personnel (fin de contrat)	NON	200 € par jour de retard constaté selon délai prévu à l'article XIII.1 - Documents relatifs à la reprise du personnel
Non respect à la présentation identité personnel Cf. art. IV.2 intervention sur site sécurisé	NON	50 € par agent et par constat
Agrément des sous- traitants : cf ; art. XI.4 paiement des sous-traitants	NON	200 € par sous-traitant non déclaré qui se présenterait sur le site
Retard dans la transmission de documents liés à la déclaration de sous-traitance	NON	50 € par jour de retard et de documents manquants suite notification de la mise en demeure

***L'ensemble des pénalités citées peuvent se cumuler entre elles.***

Avertissement : Dans le cas de prestations non conformes ou lors d'un retard, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire un avertissement par mail et par courrier recommandé afin de remédier aux non-conformités constatées. Si titulaire n'a pas assuré une prestation normale, le représentant du pouvoir adjudicateur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités continuent de s'appliquer pendant la période où le représentant de pouvoir adjudicateur, ou un tiers assure la prestation à la place titulaire.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve également la faculté de retirer du marché les prestations que le titulaire se révélerait incapable de réaliser correctement et d'effectuer en conséquence les réfections de prix sur les redevances correspondantes.

#### **XV.6 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### **XV.7 - Mise en demeure & réfaction**

Dans le cas de prestations non conformes, le représentant du pouvoir adjudicateur peut mettre le titulaire en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de quarante-huit (48) heures. Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer une prestation normale, le représentant du pouvoir adjudicateur peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable, aucun délai n'est alors requis. En particulier, en l'absence de technicien compétent, le représentant du pouvoir adjudicateur peut prendre toute mesure d'urgence, sans que le titulaire défaillant ne puisse décharger sa responsabilité, ni invoquer alors le cas de force majeure.

L'exécution aux frais et risques du titulaire pourra donc être décidée dans le cadre d'une décision de résiliation ou en dehors d'une décision de résiliation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve également la faculté de retirer du marché les prestations que le titulaire se révélerait incapable de réaliser correctement et d'effectuer en conséquence les réfections de prix sur les redevances correspondantes.

### **Article XVI - CLAUSES DE RÉEXAMEN**

---

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre pourraient être modifiées au cours de son exécution via la clause de réexamen.

Selon les dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, une clause de réexamen peut être activée sur demande de l'une ou l'autre des parties selon les modalités définies ci-après.

Les parties contractantes se rencontrent pour évaluer les modifications financières et techniques du contrat, a minima selon les dispositions exposées dans les paragraphes suivants. L'activation de la clause de réexamen donne lieu à une renégociation des termes contractuels.

L'accord trouvé entre les parties fait l'objet d'un avenant (modification contractuelle) signé par les parties et notifié au titulaire par l'acheteur public.

La clause de réexamen concerne aussi bien les prestations forfaitaires que les prestations unitaires. Les conditions d'exécution de l'accord-cadre pourraient être modifiées au cours de son exécution.

Toute demande de modification (activation de la clause) devra faire l'objet :

- d'une information préalable au titulaire ou à l'acheteur public pour lui laisser le temps nécessaire à l'étude des impacts sur les prestations et sur son organisation ;
- d'une première proposition du titulaire, technique et financière qui servira de base au rendez-vous de négociation cité infra ;
- d'un rendez-vous de négociation pour intégrer les modifications afférentes dans le marché, avec prise en compte des conséquences en termes techniques (matériels, réseaux, raccordements, etc.), organisationnels et financiers pour chacune des parties ;

Les avenants afférents interviennent en plus ou moins-value sur le montant des prestations et/ou sur le montant maximum (voir article « Modification du montant maximum des prestations à bons de commande » du présent CCAP).

Dans le cas où aucun accord ne serait trouvé entre les parties dans les 3 mois suivant le début de la négociation objet du réexamen, l'acheteur public pourrait alors résilier le contrat pour motif d'intérêt général. La résiliation du marché est prononcée conformément à l'article « Résiliation du marché – Exécution par défaut » du présent CCAP et prend effet à la date précisée dans cette résiliation.

#### ***XVI.1 - Modifications de certaines prestations***

Il est possible de modifier les prestations dès lors que cette modification n'est pas substantielle.

Ainsi, il est possible de modifier le nombre de jours de présence sur site du responsable ou des autres personnes identifiées comme intervenant(s) par le titulaire, le volume horaire hebdomadaire, la fréquence, le montant du forfait, d'intégrer les consommables hygiène ou sanitaire et d'ajouter des locaux à maintenir.

L'accord trouvé sera validé par un avenant, qui ne pourra augmenter de plus de 30 % le montant initial concerné sauf justification des parties (note technique et devis/factures afférentes de nature à expliquer le dépassement du seuil de 30 %).

#### ***XVI.2 - Modification du montant maximum des prestations à bons de commande***

Conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur ouvre la possibilité de recourir à une clause de réexamen pour réévaluer le montant maximum des prestations exécutables à prix unitaires (« hors forfait ») en cours ou à l'issue de chaque période du marché.

Ce réexamen prend la forme d'un rendez-vous de négociation si les projets du site nécessitent une augmentation ou une diminution du montant maximum, l'une ou l'autre des parties au contrat pouvant être à l'initiative de la renégociation. Cette augmentation ou diminution du montant peut être consécutive à des travaux sur le site ou à une réorganisation durable des prestations suite à des événements extérieurs tels que ceux définis à l'article XVI.3 - Pandémies, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre du présent CCAP.

En cas d'accord des parties sur un nouveau montant maximum, celui-ci fait l'objet d'un avenant, dans la limite fixée à deux fois le montant maximum initial (par exemple : un montant de prestations initial de 100 000 € HT par période ne pourra être réévalué à plus de 200 000 € HT sur la période).

En cas d'échec des négociations, le montant maximum initial (ou renégocié contractuellement) sera maintenu.

#### ***XVI.3 - Pandémies, conjoncture sanitaire, état grave, état de guerre***

Dans le cas d'une pandémie ou autre état grave assorti d'une déclaration d'état d'urgence (sanitaire ou autre), le concédant se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face aux

conséquences de cette pandémie ou autre état grave, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les délais prévus par la législation et le gouvernement.

Néanmoins, il est rappelé que le titulaire a une obligation de résultat.

Il s'assure la continuité de service et cela par tous moyens et doit faire face à toute variation des besoins de l'établissement.

#### *XVI.3.1 - Prolongation de la durée du contrat*

La durée de l'exécution du contrat pourra être éventuellement prolongée.

#### *XVI.3.2 - Surcoûts éventuels*

Le pouvoir adjudicateur pourra prendre en charge, au cas par cas, tout ou partie des surcoûts éventuels :

- liés à la période d'interruption (coûts directs)
- liés aux nouvelles modalités d'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur établira des modifications contractuelles (ou avenants) sur la base de la clause de réexamen, pour prendre en compte les mesures prises dans le cadre de la pandémie.

### **XVI.4 - Transfert du marché à un autre titulaire**

Dans le cas où la société titulaire ferait l'objet :

- d'une fusion ;
- d'une transformation de sa forme juridique ;
- d'une restructuration ;
- d'une acquisition (cession et donation) ;
- d'une liquidation judiciaire avec repreneur ;
- d'une location gérance ;

Il pourra alors être établie une modification contractuelle de transfert.

La modification contractuelle de transfert est conditionnée à l'assurance que le nouvel opérateur dispose des qualifications professionnelles et techniques initialement exigées.

La poursuite du contrat avec le nouveau titulaire est laissée à l'appréciation de l'acheteur public tout comme la satisfaction des qualifications et de l'expérience sur des prestations similaires exigées au titre du marché.

Dans le cas d'une substitution de titulaire, le titulaire s'astreint à une obligation d'informer le titulaire pressenti du contrat le liant au ministère de l'Intérieur ainsi qu'à une obligation d'informer ledit ministère, pouvoir adjudicateur d'un tel événement.

## **Article XVII - ASSURANCES**

---

Le titulaire ainsi que les co-traitants et sous-traitants éventuels, doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance :

- garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de la prestation,
- couvrant la responsabilité en exploitation.

Aucun règlement ne peut avoir lieu sans les attestations des compagnies d'assurances intéressées certifiant que le titulaire (et/ou son sous-traitant) a réglé toutes les primes afférentes aux polices mentionnées ci-avant ainsi que les frais de contrôle, qui, éventuellement, lui incombent.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent marché, le titulaire est tenu de fournir une attestation d'assurance de responsabilité civile dans les conditions et formes prévues par le Code des assurances.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du présent marché aux torts du titulaire.

## **Article XVIII - VOIES DE RECOURS**

---

Il sera fait application de l'article 46 du CCAG-FCS

Le pouvoir adjudicateur et le concessionnaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations objet du contrat.

Dans un premier temps, en cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : [mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr) ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

M. le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur  
Place Beauvau  
75800 Paris Cedex 08.

A défaut d'accord trouvé avec le médiateur interne du ministère de l'Intérieur, le pouvoir adjudicateur ou le concessionnaire, pourra soumettre le différend qui les oppose au comité consultatif de règlement amiable des litiges dont les coordonnées sont les suivantes :

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE  
Pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie  
Comité consultatif interrégional de règlement amiable  
des différends ou litiges relatifs aux marchés publics  
Immeuble SKYLINE - 22 mail Pablo Picasso - BP 24209  
44042 NANTES Cedex 1  
Tél : 02 53 46 79 00

courriel : [paysdl.ccira@dreets.gouv.fr](mailto:paysdl.ccira@dreets.gouv.fr)

En cas d'échec de la procédure amiable, l'instance contentieuse territorialement compétente est :

Tribunal administratif de Rennes  
3 Contour de la Motte - CS 44416  
35 044 Rennes Cedex

## **Article XIX - RÉSILIATION**

---

Le marché peut être résilié dans les conditions fixées aux articles 38 à 45 du CCAG FCS.

En complément à l'article 41.1 du CCAG-FCS, le marché peut être également résilié par le représentant du pouvoir adjudicateur et sans indemnité, à la fin de la période d'essai d'un an et, à tout moment de l'exécution du marché, si le titulaire refuse ou se révèle incapable de mettre en œuvre, dans des conditions satisfaisantes, les mesures prescrites dans le présent CCAP. Il est bien entendu que ces mesures demandées restent dans les compétences du titulaire.

Dans le cadre d'une résiliation pour faute notamment, il ne sera versé aucune indemnité et les prestations pourront être exécutées aux frais et risques du titulaire. Les prestations éventuellement engagées par le titulaire ne seront pas réglées.

## **Article XX - INTERDICTION D'ATTRIBUTION À UN OPÉRATEUR ÉCONOMIQUE « RUSSE »**

---

Le règlement (UE) n°2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine prévoit, au 23 de l'article 1er, des mesures applicables aux marchés publics et aux concessions.

Le règlement s'applique aux marchés publics et aux concessions relevant des directives 2014/23/UE, 2014/24/UE, 2014/25/UE et 2009/81, c'est-à-dire aux contrats mentionnés à l'article L. 2 du code de la commande publique et répondant à un besoin dont le montant est égal ou supérieur aux seuils européens.

Les pouvoirs adjudicateurs, entités adjudicatrices et autorités concédantes ont désormais l'interdiction d'attribuer ou de poursuivre l'exécution de l'un de ces contrats dans quatre hypothèses :

- si l'attributaire est un ressortissant russe ou une personne physique ou morale, une entité ou un organisme établi sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est détenu à plus de 50 %, et ce, de manière directe ou indirecte, par une entité établie sur le territoire russe ;
- si l'attributaire est une personne physique ou morale, une entité ou un organisme agissant pour le compte ou sur instruction d'une entité établie sur le territoire russe ou d'une entité détenue à plus de 50 % par une entité elle-même établie sur le territoire russe ;
- si le sous-traitant, le fournisseur ou toute entité aux capacités de laquelle il est recouru se trouve dans l'un des trois cas susmentionnés, et le montant de ses prestations représente plus de 10 % de la valeur du contrat.

Lorsqu'il est envisagé d'attribuer un contrat à une personne physique ou morale susceptible d'être détenue directement ou indirectement ou qui peut être regardée comme agissant pour le compte ou sur instruction d'une personne russe, l'acheteur public, pour vérifier ces éléments, demandera au candidat concerné de produire les éléments demandés dans les délais impartis. La non-réponse ou la production de pièce non probantes pourra conduire l'acheteur à écarter le candidat au profit de celui classé juste après.

En cas de doute ou de demande de dérogation, l'acheteur s'adressera à la direction générale du Trésor (l'acheteur peut adresser une demande d'autorisation à [sanctions-russie@dgtresor.gouv.fr](mailto:sanctions-russie@dgtresor.gouv.fr) )

## **Article XXI - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

---

Pièces contractuelles : du contrat	L'article III.4 - Pièces constitutives du marché du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.
Contrôle et suivi :	l'article IX.1.3 - Compte rendu mensuel du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG-FCS
Pénalités :	L'article XV.1 - Les pénalités : principes du CCAP déroge à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS.